

## RUPTURE DU MÉDICAMENT, TOUJOURS LE MÊME DISCOURS...

**L**a ministre de la santé nous a servi hier un discours maintes fois claironné depuis plus de vingt ans. Comme si, améliorer le circuit de l'information de la chaîne du médicament, attribuer de nouvelles aides financières à l'industrie pharmaceutique, allait résoudre les problèmes. Chacun peut mesurer les effets sur l'emploi et l'industrie du CICE, du CIR et autres exonérations fiscales et sociales. Une fois de plus, on élude les vrais problèmes.

En 20 ans on est passé d'environ 50 ruptures à près de 550 aujourd'hui. Les deux principaux facteurs de cet état de fait ne sont pas évoqués par la ministre.

Dans les années 80 le pays comptait près de 470 entreprises de production du médicament, aujourd'hui il n'en reste que 247 et c'est le même phénomène en Europe et dans le monde. Sous prétexte de préservation de la compétitivité **et de l'augmentation des dividendes pour les actionnaires**, c'est tout une industrie qui est mise en péril. Cette rationalisation de l'outil a pour effet de ne plus nous mettre en capacité de répondre aux besoins qui sont sans cesse en progression. Certains médicaments ne sont plus fabriqués que par un site ou deux dans le monde, la moindre défaillance sur ces sites et c'est la pénurie.

Le deuxième facteur étant de sérieux problèmes **de qualité et d'approvisionnement**. 80 % de nos principes actifs sont maintenant fabriqués en Asie notamment en Chine et en Inde. Là aussi, la moindre difficulté d'approvisionnement, et c'est souvent le cas, stop la chaîne de transformation et

fabrication. C'est d'autant plus vrai que cette casse industrielle c'est autant de savoir et savoir-faire qui ont disparu dans notre pays mettant à mal notre sécurité sanitaire et indépendance thérapeutique.

Et pendant ce temps-là, la marge moyenne des laboratoires est de 40 % pour un chiffre d'affaires mondiale d'environ 1100 milliards d'euros, pas de pénurie de dividendes pour les actionnaires donc. **Et la ministre d'envisager de nouvelles aides publiques pour inciter à « relocaliser » les fabrications en France, alors que tous les laboratoires privés s'engraissent déjà allègrement sur notre dos. Sanofi par exemple touche chaque année près de 150 millions d'euros d'aides (CIR et CICE) et continue malgré ça à supprimer des centaines d'emplois.**

**Alors ce n'est pas de la communication qu'il faut faire Madame la ministre, il faut une véritable politique de redéveloppement de l'industrie. La santé ne doit plus être une marchandise et doit être retirée des griffes des capitalistes. Quand il s'agit de santé publique, de biens communs à l'humanité, on ne doit pas avoir de mots tabous. Pour répondre aux besoins des malades et non à ceux des actionnaires, la nationalisation et la mise sous contrôle des salariés de l'industrie pharmaceutique sont indispensables.**